



**Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux »
du Conseil départemental du Puy-de-Dôme**

AVENANT n°01

à la convention n° 063-04-2016

Le présent avenant à la convention est établi :

Entre

Le Conseil départemental du Puy-de-Dôme, maître d'ouvrage de l'opération programmée, représenté par Monsieur Jean-Yves GOUTTEBEL, Président,

L'État, représenté par Madame la Préfète du Puy-de-Dôme, Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC,

et **l'Agence nationale de l'habitat**, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représenté par Madame le Préfète du Puy-de-Dôme, Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC, déléguée locale de l'Anah dans le département, agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du code de la construction de l'habitation et dénommée ci-après « Anah »,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 327-1, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

Vu la convention État–Anah dans le cadre des Investissements d'avenir pour la rénovation thermique des logements privés du 14 juillet 2010, modifiée par l'avenant n°1 du 26 juin 2013,

Vu le décret n° 2015-1911 du 30 décembre 2015 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART),

Vu la convention entre l'État, l'Anah et le Conseil départemental signée le 5 juillet 2016 portant sur le Programme d'Intérêt Général départemental 2016-2019,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2017-2022, adopté le 20 juin 2017 par le Conseil départemental du Puy-de-Dôme,

Vu la délibération n°5.03 du Conseil départemental du 28 novembre 2017 portant sur les Plans de Prévention des Risques Technologiques des sociétés SANOFI et TITANOBEL,

Vu la convention de financement des mesures de protection prescrites aux propriétaires riverains par le PPRT de la société SANOFI CHIMIE sur les communes de Vertolaye, Marat et Bertignat entre l'État, la Région, le Département, la communauté de commune Ambert Livradois Forez,

Vu la convention de financement des mesures de protection prescrites aux propriétaires riverains par le PPRT de la société TITANOBEL sur les communes de Moissat, Reignat, Glaine-Montaigut et Ravel entre l'État, la Région, le Département, la communauté de commune Dore et Allier,

Vu la convention partenariale du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI) 2017-2021, signée le 17 juillet 2018,

Vu la convention de financement de la prestation de suivi-animation de la réalisation des travaux de protection du bâti des riverains de certains PPRT du Puy-de-Dôme entre l'État et le Département signée le 9 avril 2019,

Vu l'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat du Puy-de-Dôme, en application de l'article

R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation en date du 09 avril 2019,

Vu l'avis favorable du délégué de l'Anah dans la Région en date du 23 avril 2019.

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité maître d'ouvrage de l'opération, en date du 25/06/2019 autorisant la signature du présent avenant.

Il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I – OBJET DE L'AVENANT

L'avenant porte sur la prorogation du Programme d'Intérêt Général "Habiter Mieux" porté par le Conseil départemental du Puy-de-Dôme jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux

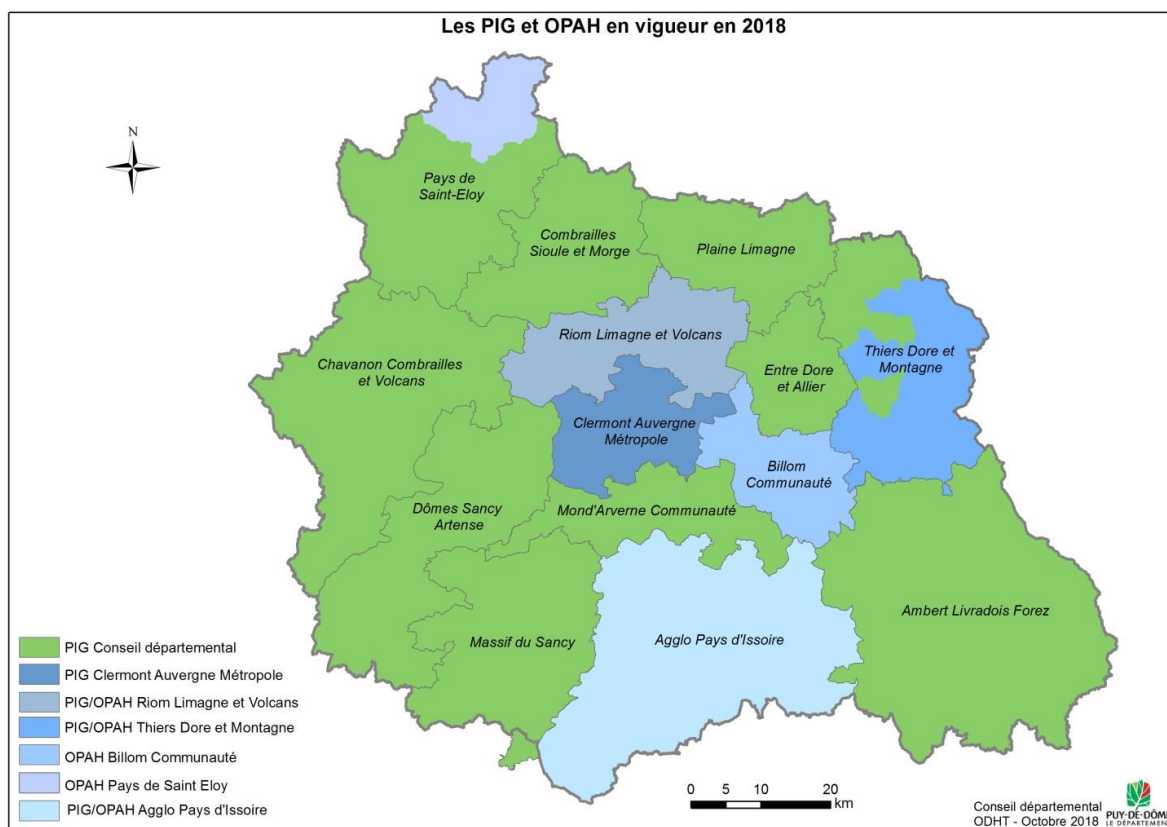
1.2. Périmètre et champs d'intervention

Le premier paragraphe de l'article 1.2 de la convention initiale est remplacé par :

Le périmètre d'intervention est **le département du Puy-de-Dôme à l'exception des territoires couverts par un dispositif opérationnel d'amélioration de l'habitat privé (OPAH ou PIG) en vigueur.**

Ainsi, à la date de signature du présent avenant, ne sont pas couverts par le présent programme :

- Clermont Auvergne Métropole ;
- Riom Limagne et Volcans ;
- Billom Communauté ;
- les communes suivantes de Thiers Dore et Montagne : Arconsat, Aubusson d'Auvergne, Augerolles, Celles-sur-Durolle, Chabreloche, Courpière, La Monnerie-le-Montel, Néronde-sur-Dore, Olmet, Palladuc, La Renaudie, Saint-Victor-Montvianeix, Sainte-Agathe, Saint-Flour, Sauviat, Sermentizon, Thiers, Viscomtat, Vollore-Montagne, Vollore-Ville ;
- les communes suivantes du Pays de Saint-Eloy : Ars-les-Favets, Buxieres-sous-Montaigut, La Crouzille, Durmignat, Lapeyrouse, Montaigut, Moureuille, Saint-Eloy-les-Mines, Youx ;
- Agglo Pays d'Issoire.



CHAPITRE II – ENJEUX DE L'OPÉRATION

Ce chapitre reste inchangé

CHAPITRE III – DESCRIPTION DU DISPOSITIF ET OBJECTIFS DE L'OPÉRATION

Article 3 – Volets d'action

3.4. Volet lutte contre l'habitat indigne et très dégradé

3.4.2 Objectifs

Les objectifs fixés dans la convention initiale du programme sont de 135 logements :

- 120 logements de propriétaires occupants
- 15 logements de propriétaires bailleurs

Les objectifs sont modifiés comme suit :

Les objectifs du 01/07/2016 au 31/12/2020 sont de **107 logements** :

- 97 logements de propriétaires occupants
- 10 logements de propriétaires bailleurs

3.6. Volet énergie et lutte contre la précarité énergétique

3.6.2 Objectifs

Les objectifs fixés dans la convention initiale du programme sont de 1 000 logements de propriétaires occupants, 1 137 logements de propriétaires occupants « Habiter Mieux » et 15 logements de propriétaires bailleurs « Habiter Mieux ».

Les objectifs sont modifiés comme suit :

Les objectifs du 01/07/2016 au 31/12/2020 sont de **1 084 logements** de propriétaires occupants, 1 203 logements de propriétaires occupants « Habiter Mieux » et 10 logements de propriétaires bailleurs « Habiter Mieux ».

3.7. Volet travaux pour l'autonomie de la personne dans l'habitat

3.7.2 Objectifs

Les objectifs fixés dans la convention initiale du programme sont de 500 logements.

Les objectifs sont modifiés comme suit :

Les objectifs du 01/07/2016 au 31/12/2020 sont de **543 logements**.

3.11. Préventions des risques technologiques

L'article 3.11 de la convention initiale est complété comme suit :

Les conventions visées en préambule entre l'État, le Conseil départemental, le Conseil régional et les intercommunalités impactés par les plans de préventions des risques technologiques (PPRT) des sociétés SANOFI et TITANOBEL, définissent l'accompagnement financier des propriétaires de locaux d'habitation soumis aux mesures prescrites dans lesdits PPRT.

Le périmètre des deux PPRT couvre les communes de :

- Vertolaye, Marat et Bertignat (sur l'EPCI Ambert Livradois Forez) ;
- Moissat, Ravel (sur l'EPCI Entre Dore et Allier) ;
- Reignat, Glaine-Montaigut (sur l'EPCI Billom Communauté).

Le nombre maximum de logements concernés par cet accompagnement est de **138 logements**, répartis comme suit :

- 127 logements sur les communes de Vertolaye et Marat pour le PPRT de la société SANOFI
- 11 logements sur les communes de Moissat et Glaine-Montaigut pour le PPRT de la société TITANOBEL

L'accompagnement des propriétaires concernés par les prescriptions des PPRT sur ces communes sera réalisé par le Conseil départemental, dans le cadre d'une mission de suivi-animation, et consiste en :

- le développement d'un volet de communication préventive
- la mise en place d'une Assistance Maîtrise d'Ouvrage (AMO) spécifique pour la réalisation d'un diagnostic portant sur la capacité des habitations à protéger leurs occupants vis-à-vis d'un risque toxique et la définition des travaux nécessaires, le montage des dossiers de demande de subvention et la réalisation de travaux au titre des risques technologiques d'une part et de l'amélioration de l'habitat d'autre part.

Les modalités pratiques et les financements afférents à cette mission sont précisés dans la **convention de financement** de la prestation de suivi-animation de la réalisation des travaux de protection du bâti des riverains de certains PPRT du Puy-de-Dôme du 9 avril 2019 entre l'État et le Département, annexée au présent avenant.

Dans ce cadre, le financement de cette mission de suivi-animation "risque technologiques" est à 100 % pris en charge par l'État, à hauteur de 138 000 € maximum.

Article 4 – Objectifs quantitatifs de réhabilitation

Les objectifs globaux fixés dans la convention initiale du programme sont de 1 635 logements :

- 1 620 logements occupés par leur propriétaire
- 15 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés

Les objectifs sont modifiés comme suit :

NB : ce tableau ne comporte pas de double compte, à l'exception de la ligne « total des logements PO et PB bénéficiant de l'aide du FART » et « répartition des logements PB par niveaux de loyers conventionnés ».

Les objectifs globaux sont évalués à **1 734 logements**, répartis comme suit :

- 1 724 logements occupés par leur propriétaire
- 10 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés

| | 2016 (6 mois) réalisé | 2017 réalisé | 2018 réalisé | 2019 prévisionnel | 2020 prévisionnel | TOTAL |
|--|-----------------------------|-----------------|-----------------|----------------------|----------------------|-------------|
| Logements indignes et très dégradés traités | 3 | 5 | 9 | 44 | 44 | 105 |
| dont logements indignes PO (SSH) | 0 | 1 | 4 | 25 | 25 | 55 |
| dont logements indignes PB (RSD, décence) | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 4 |
| dont logements très dégradés et insalubres PO | 3 | 4 | 5 | 15 | 15 | 42 |
| dont logements très dégradés et insalubres PB | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 4 |
| Autres logements de propriétaires bailleurs (hors LHI et TD) | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 2 |
| dont travaux pour réhabiliter un logement dégradé | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 2 |
| dont travaux d'amélioration des performances énergétiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Logements de propriétaires occupants (hors LHI et TD) | 164 | 260 | 303 | 450 | 450 | 1627 |
| dont aide pour l'autonomie de la personne | 67 | 79 | 97 | 150 | 150 | 543 |
| dont travaux d'amélioration des performances énergétiques | 97 | 181 | 206 | 300 | 300 | 1084 |
| Total des logements PO/PB bénéficiant de l'aide du FART / HABITER MIEUX | 105 | 188 | 220 | 350 | 350 | 1213 |
| PO FART / HABITER MIEUX | 105 | 188 | 220 | 345 | 345 | 1203 |
| PB FART / HABITER MIEUX | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 10 |
| Répartition des logements PB par niveaux de loyers conventionnés | | | | | | |
| Dont loyer intermédiaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dont loyer conventionné social | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 10 |
| Dont loyer conventionné très social | | | | | | |

CHAPITRE IV – FINANCEMENTS DE L'OPÉRATION ET ENGAGEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Article 5 – Financements des partenaires de l'opération

5.1. Financements de l'Anah

5.1.1 Règles d'application

L'article 5.1.1. de la convention initiale est complété par :

Les crédits du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) étaient gérés par l'Agence nationale de l'habitat pour le compte de l'État dans le cadre du programme Habiter Mieux (investissements d'avenir). Les règles d'octroi et d'emploi de ces crédits étaient celles fixées par le décret n° 2015-1911 du 30 décembre 2015 relatifs au règlement des aides du FART.

À compter du 1er janvier 2018, les aides du programme Habiter Mieux sont directement financées par l'Anah et gérées par elle. Les règles d'octroi et d'emploi de ces crédits sont celles fixées dans l'instruction de l'Anah du 10 avril 2018 relative aux évolutions du régime des aides de l'Anah et du programme Habiter Mieux.

5.1.2 Montants prévisionnels

L'article 5.1.2. de la convention initiale est remplacé par :

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de l'Anah sur toute la durée de la convention soit du 01/07/2016 au 31/12/2020 sont de 12 752 898 € (contre 11 363 420 € dans la convention initiale), selon l'échéancier suivant :

| | 2016 (6 mois) engagé et payé | 2017 engagé | 2018 engagé | 2019 prévisionnel | 2020 prévisionnel | Total |
|---------------------------|---------------------------------|--------------------|--------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
| AE prévisionnels | 943 552 € | 1 668 224 € | 2 547 204 € | 3 796 959 € | 3 796 959 € | 12 752 898 € |
| dont aides aux travaux | 912 585 € | 1 510 504 € | 2 260 324 € | 3 510 079 € | 3 510 079 € | 11 703 571 € |
| dont aides à l'ingénierie | 30 967 € | 157 720 € | 286 880 € | 286 880 € | 286 880 € | 1 049 327 € |

L'aide à l'ingénierie se décompose comme précisé en annexe 2.

Il est rappelé que le montant total de l'ingénierie (Anah et État) ne peut dépasser 80 % du coût TTC annuel de l'animation pour la collectivité (écrêtement à 80 %).

L'article 5.2. de la convention initiale est renommé « Financements de l'État ».

5.2. Financements de l'État

5.2.1 Règles d'application

L'article 5.2.1. de la convention initiale est complété par :

Le programme « Habiter Mieux » était financé jusqu'au 31 décembre 2017 par le Fonds d'aides à la rénovation thermique des logements (FART) de l'État. Les opérations éligibles donnaient lieu à l'octroi d'une aide de solidarité écologique (ASE) pour les travaux et d'une prime forfaitaire du FART au titre de l'aide à l'ingénierie d'accompagnement des propriétaires (part variable en suivi-animation des opérations programmées et complément de subvention AMO en secteur diffus), en complément de l'aide de l'Anah.

Depuis le 01/01/2018, les travaux d'amélioration de la performance énergétique donnent lieu à l'octroi d'une prime inscrite dans le budget de l'Anah, appelée « prime Habiter Mieux », qui vient remplacer l'ASE. De la même manière, les primes du FART en ingénierie d'accompagnement sont intégrées dans le régime d'aide de l'Anah. Ces aides sont donc intégrées au § 5.1.

5.2.2 Montants prévisionnels

L'article 5.2.2. de la convention initiale est remplacé par :

Les montants des autorisations d'engagement de l'État au titre du programme "Habiter mieux" (2016 et 2017) sont de 572 435 € (contre 1 307 968 € dans la convention initiale) :

| | 2016 (6 mois) réalisé | 2017 réalisé | Total |
|---|----------------------------------|-------------------------|--------------|
| AE | 182 268 € | 390 167 € | 572 435 € |
| dont aides aux travaux FART – ASE (jusqu'en 2017) | 143 904 € | 260 063 € | 403 967 € |
| dont aides à l'ingénierie FART (jusqu'en 2017) | 38 364 € | 130 104 € | 168 468 € |

Après l'article 5.2.2. de la convention initiale, l'article suivant est ajouté :

5.2.3 Financements de l'État au titre d'autres programmes

Au titre du programme 181 de l'État (« Prévention des risques »), un montant maximum de 138 000 € est prévu dans la convention annexée au début du présent avenant concernant le suivi-animation spécifique aux missions prévues au 3.11 (réalisation des travaux de protection du bâti des riverains de certains plans prévention des risques technologiques).

5.3. Financements de la collectivité maître d'ouvrage

5.3.1. Règles d'application

Le 2ème paragraphe de l'article 5.3.1. de la convention initiale est remplacé par :

Le coût annuel pour le Conseil départemental en ingénierie s'élève à 358 600 € par an (dont 300 000 € en masse salariale et 58 600 € en coût de fonctionnement), soit 1 613 700 € sur la durée du PIG. L'Anah verse une subvention d'ingénierie de 1 217 795 € € au profit du Département. Le reste à charge pour le Conseil départemental pour l'ingénierie est donc de 395 905 € sur la durée du PIG.

5.3.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de la collectivité maître d'ouvrage pour l'opération sont de 2 645 905 € pour trois ans, selon l'échéancier suivant :

| | 2016 (6 mois) | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Total |
|-----------------------|---------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------|
| AE prévisionnels | 359 969 € | 570 776 € | 571 720 € | 571 720 € | 571 720 € | 2 645 905 € |
| dont aide aux travaux | 250 000 € | 500 000 € | 500 000 € | 500 000 € | 500 000 € | 2 250 000 € |
| dont ingénierie | 109 969 € | 70 776 € | 71 720 € | 71 720 € | 71 720 € | 395 905 € |

CHAPITRE VII – PRISE D'EFFET DE LA CONVENTION, DURÉE, RÉVISION, RÉSILIATION ET PROROGATION

Article 9 - Durée de la convention

L'article 9 de la convention initiale est complété ainsi :

La convention initiale est prorogée du 30/06/2019 au 31/12/2020 et porte ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l'Anah du 01/07/2016 au 31/12/2020.

Article 11 – Transmission de la convention

L'article 11 de la convention initiale est complété ainsi :

Le présent avenant est transmis aux signataires, ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Fait en 3 exemplaires à Clermont-Ferrand, le

Pour l'État et l'Anah,
La Préfète du Puy-de-Dôme,

Pour le Conseil départemental du Puy-de-Dôme
Le Président,

Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC

Jean-Yves GOUTTEBEL

L'Annexe 1 est remplacée par :
Annexe 1 - Récapitulatif des aides apportées par l'Anah

| | | Coût moyen par type d'intervention (*) | 2016 | | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | total | |
|-----------|-----------------|--|---------|------------------|---------|--------------------|---------|--------------------|----------|----------------------|----------|----------------------|-------------|---------------------|
| | | | réalisé | montant engagé | réalisé | montant engagé | réalisé | montant engagé | objectif | montant prévisionnel | objectif | montant prévisionnel | objectif | montant subvention |
| PO | Indigne SSH | 8 444 € | 0 | | 1 | | 4 | | 25 | 211 100 € | 25 | 211 100 € | 55 | |
| | TD LHI | 24 899 € | 3 | | 4 | | 5 | | 15 | 373 485 € | 15 | 373 485 € | 42 | |
| | Autonomie | 3 585 € | 67 | | 79 | | 85 | | 150 | 537 750 € | 150 | 537 750 € | 531 | |
| | Énergie | 7 764 € | 105 | | 188 | | 206 | | 300 | 2 329 200 € | 300 | 2 329 200 € | 1099 | |
| PB | Indigne décence | 1 758 € | 0 | | 0 | | 0 | | 2 | 3 516 € | 2 | 3 516 € | 6 | |
| | TD LHI | 21 417 € | 0 | | 0 | | 0 | | 2 | 42 834 € | 2 | 42 834 € | 6 | |
| | MD | 12 194 € | 0 | | 0 | | 0 | | 1 | 12 194 € | 1 | 12 194 € | 3 | |
| | TOTAL | | | 912 585 € | | 1 510 504 € | | 2 260 324 € | | 3 510 079 € | | 3 510 079 € | 1742 | 10 828 949 € |

(*) Coût moyen 2018 dans le Puy-de-Dôme

CALCUL INGÉNIERIE PART FIXE ANAH

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Coût ingénierie collectivité (ligne 1) | 86 664 € | 358 600 € | 358 600 € | 358 600 € | 358 600 € |
| Coût ingénierie retenu (plafonné à 250 000 €) | 86 664 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € |
| 35% du coût ingénierie retenu | 30 332 € | 87 500 € | 87 500 € | 87 500 € | 87 500 € |
| PART FIXE (ANAH) | 30 332 € | 87 500 € | 87 500 € | 87 500 € | 87 500 € |

CALCUL INGÉNIERIE PART VARIABLE

| | 2016 | | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | |
|---|------------|-----------------|------------|------------------|------------|------------------|----------|------------------|----------|------------------|
| Nb total logements PO | 168 | | 457 | | 510 | | | | | |
| Primes MOUS | 1 | 1 413 € | 20 | 28 720 € | 20 | 29 000 € | 20 | 29 000 € | 20 | 29 000 € |
| Primes PO appui renforcé (jusqu'en 2017) | 60 | 19 620 € | 125 | 41 500 € | - | - | - | - | - | - |
| Part variable FART (jusqu'en 2017) | 92 | 38 364 € | 312 | 130 104 € | - | - | - | - | - | - |
| Primes PO travaux lourds (après 2017) | 840 € | - | - | - | 15 | 12 600 € | 15 | 12 600 € | 15 | 12 600 € |
| Primes PO Énergie (après 2017) | 560 € | - | - | - | 330 | 184 800 € | 300 | 168 000 € | 300 | 168 000 € |
| Primes PO SSH, Autonomie (après 2017) | 300 € | - | - | - | 145 | 43 500 € | 175 | 52 500 € | 175 | 52 500 € |
| | | | | | | | | | | |
| Nb total logements PB | 0 | | 0 | | 3 | | 3 | | 3 | |
| Primes MOUS | | | | | | | | | | |
| Primes PB appui renforcé (jusqu'en 2017) | | | | | | | | | | |
| Primes PB travaux lourds (après 2017) | 840 € | | | | 2 | 1 680 € | 2 | 1 680 € | 2 | 1 680 € |
| Primes PB Énergie (après 2017) | 560 € | | | | 3 | 1 680 € | | | | |
| Primes PB SSH, Autonomie, MD (après 2017) | 300 € | | | | | | 1 | 300 € | 1 | 300 € |
| | | | | | | | | | | |
| PART VARIABLE (ANAH et FART) | | 59 397 € | | 200 324 € | | 273 260 € | | 264 080 € | | 264 080 € |

| | | | | | |
|-----------------------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| TOTAL PART FIXE + VARIABLE | 89 729 € | 287 824 € | 360 760 € | 351 580 € | 351 580 € |
|-----------------------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|

| | | | | | |
|--|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Écrêtement à 80 % du coût ingénierie (ligne 1) | 69 331 € | 286 880 € | 286 880 € | 286 880 € | 286 880 € |
| TOTAL INGENIERIE (ANAH et FART) | 69 331 € | 286 880 € | 286 880 € | 286 880 € | 286 880 € |

L'Annexe 2 est remplacée par : Annexe 2 : Détail du calcul de l'ingénierie (part Anah et FART)

